



L'ENCLAVE DE KALININGRAD

Un enjeu essentiel dans les relations entre la Russie et l'Union Européenne

Mémoire de géopolitique

du Comandant José Luis ARRANZ VILLAFRUELA

dans le cadre du séminaire « La Russie et son environnement

Géopolitique »

Directeur : Melle Isabelle FACON

De la Fondation pour la Recherche Stratégique

Avril 2002

L'enclave de KALININGRAD: un enjeu essentiel dans les relations entre la Russie et l'Union européenne.

SOMMAIRE

Introduction

PREMIÈRE PARTIE :

L'ACTUALITE DE KALININGRAD

De Königsberg a Kaliningrad.

La situation militaire de l'enclave.

Le present de Kaliningrad.

La société actuelle

Kaliningrad et la Russie

DEUXIÈME PARTIE:

LE RÔLE DES ACTEURS EXTERIEURS FACE A L'ENCLAVE

Les intérêts des états acteurs dans la zone.

Les organisations européennes et mondiales impliquées

CONCLUSIONS

INTRODUCTION

Après 1.991 les états qui baigne la Baltique ont eu l'occasion de commencer des nouvelles relations. La région est complexe, puisqu'elle comprend des états membres de l'OTAN, qui appartiennent ou non à l'UE, certains pays de l'UE qui appartiennent ou non à l'OTAN, des pays neutres traditionnels, et des ex-Républiques soviétiques.

Dans la zone se trouve l'enclave de Kaliningrad, une partie de la Russie dans la Baltique, séparée géographiquement d'elle, constitue un territoire particulier qui est appelé à être entouré par l'Union Européenne (EU) après l'élargissement.

L'intérêt majeur de l'Oblast' de Kaliningrad découle de sa particularité géographique: deux Etats indépendants la sépare du reste de la Russie, la Lituanie et la Pologne. Quelques chiffres sont indispensables pour bien se pénétrer de données essentielles concernant l'Oblast'. Au nord et à l'est, L'Oblast' est bordé sur 200 km par la Lituanie¹, au sud c'est la Pologne qui finit de l'entourer sur 210 km. Sa partie littorale ne mesure que 140 km de long. D'une largeur est-ouest maximum de 195 km et nord-sud de 110 km, sa surface représente exactement 15100 km², soit environ la moitié de la Belgique. La ville de Kaliningrad n'est séparée des frontières polonaises et lituaniennes que de 35 et 70 km, et n'est qu'à 400 km de Varsovie, 550 km de Minsk en Biélorussie, et 600 km de Berlin. (Annexe 2, carte n° 1). Ces éléments éclairent d'un jour à l'autre les perceptions géographiques et géopolitiques des habitants de l'enclave comme du pouvoir russe.

Pour bien comprendre la situation de l'enclave est nécessaire de connaître l'actualité de la région, ses problèmes économiques, son statut, les liens avec le pouvoir central. Mais la vision sur l'oblats ne sera pas complète jusqu'à que nous voyons le jeu des acteurs extérieurs vis-à-vis de Kaliningrad, surtout l'OTAN et l'Europe.

PREMIÈRE PARTIE : L'ACTUALITE DE KALININGRAD

1.1. DE KÖNIGSBERG A KALININGRAD..

En juillet et août 1945, les accords de Postdam attribuent à l'URSS le nord de la Prusse Orientale, dont Königsberg, la partie sud et Dantzig étant placées sous administration polonaise. La ville qui bascule dans le camp de l'URSS est un amas de décombres. Sa destruction est estimée à près de 90% après les trois terribles jours de bombardement alliés d'Août 1944. La population survivante, après avoir vécu les quatre premières années de guerre de façon presque surréaliste tant le conflit leur était étranger (seuls les Juifs, comme dans toute l'Europe occupée, ont fait l'objet d'une recherche en vue de la déportation), a été brusquement plongée au printemps 1944. Bombardements, ensuite siège, rationnement, assauts et combats de rue, exactions, pillages et viols, exécutions sommaires, toutes ces abominations ont été leur lot quotidien en 1945.

L'enclave de Königsberg est constituée comme la plus petite entité de l'URSS. Dans le même temps, la ville et sa région sont rebaptisées Kaliningrad, du nom de l'ancien président du Soviet Suprême de l'URSS, Mikhaïl KALININE, mort en 1946. En ce moment commence la dégermanisation qui va durer jusque les années 70.

Des colons russes et ukrainiens sont envoyés par Staline dès la fin de la guerre. C'est au mois d'octobre de 1947 que le transfert de tous les Allemands résidant dans le nord de l'ancienne Prusse Orientale vers la RDA est décidé. Kaliningrad est évacuée et repeuplée aux deux tiers par des Russes et, pour le reste, par des représentants d'autres Etats de l'URSS.

L'annexion de la région par l'Union Soviétique est sujette à contestation. A l'injustice de l'annexion et de la repopulation s'opposent les revendications russes de droit de souveraineté dans la région, ainsi que le sentiment psychologique que cette mainmise sur Kaliningrad était une juste compensation des sacrifices et des souffrances supportées pendant la guerre. Cette région de Prusse Orientale prend alors valeur de symbole de victoire sur le militarisme allemand et prussien en particulier. La possible remise en question de son appartenance à la Russie ressemble à une vue de l'esprit et ne saurait être

¹ Ce tracé de frontière résulte du traité frontalier signé entre Kaliningrad et la Lituanie en 1997.

raisonnablement envisagée, malgré ce que prônent certains lituaniens. Il est vrai que ce pays a une sensibilité toute particulière envers tout ce qui a trait à l'enclave, puisque l'essentiel du transit entre la Russie et Kaliningrad passe sur son sol.

Les années de l'après-guerre, et jusqu'aux évènements de Pologne aux début des années 1980, la rive sud de la Baltique se caractérise par sa stabilité. Kaliningrad a alors essentiellement une vocation militaire. Elle abrite de nombreuses bases militaires. C'était d'ailleurs l'une des nombreuses zones interdites de l'URSS.

Depuis l'éclatement de l'URSS, Kaliningrad est devenue l'une des 49 régions de la Russie qui compte, en outre, 21 républiques, 6 territoires, 10 districts autonomes, une région autonome et 2 villes d'importance fédérale, Moscou et St Pétersbourg. L'autonomie régionale demeure en fait largement limitée : Kaliningrad reste une région «sujet de la Fédération de Russie » et est encore très étroitement soumise au pouvoir central de Moscou.

Cette « île » est désormais coupée du corps de la Russie par la Lituanie, la Lettonie, le Bélarus et la Pologne (cartes annexe 2). Les fondements qui constituaient sa puissance, c'est-à-dire son statut de quartier général de la Flotte de la Baltique et de sentinelle occidentale de l'URSS, se révélaient un handicap politique vis à vis de ses voisins.

1.2. LA SITUATION MILITAIRE DE L'ENCLAVE.

Comme on a déjà dit, jusqu'à 1991 Kaliningrad s'est presque exclusivement développée suivant les besoins militaires de l'Oblast ; elle abrite de nombreuses bases militaires.

Avec l'éclatement du Pacte de Varsovie, et le retrait des troupes russes de l'Europe Centrale le dispositif militaire a fortement évolué.

Il est difficile de savoir la dimension, la quantité d'unités et des effectifs qu'il y avait à Kaliningrad pendant les derniers ans. Officiellement, le gouvernement russe parle de 215 000 hommes. Selon d'autres informations, il y aurait 82 000 hommes dans l'enclave et ce chiffre reste malgré tout impressionnant. Comme dans le reste de la Russie, la plupart des unités sur place représente entre la moitié et les trois quart de leur effectif

théorique, ce qui signifie que le chiffre de 45 000 hommes cité par le maire de Kaliningrad, M. Vitaly Chipov, en 1996, pourrait être assez exact. En extrapolant ces chiffres avec les derniers éléments fragmentaires recueillis, un effectif opérationnel se situant entre 50 et 60000 hommes semble pouvoir être raisonnablement retenu pour l'Oblast en 1999.

Ce chiffre peut sembler exagérément bas mais, il convient de prendre en compte les deux étapes de la réforme profonde des forces armées russes engagée entre 1997 et 2005. La première étape annoncée correspond à une réduction des forces armées à 1,2 millions en janvier 1999, soit une diminution de plus de 600 000 hommes. Le Ministre de la Défense a spécifiquement ajouté que « (...) des diminutions sensibles sont prévues dans l'Oblast' de Kaliningrad, le district militaire de Leningrad et parmi les flottes du Nord et de la Baltique ». Sans naïveté et malgré les difficultés rencontrées, notamment financières, dans la réalisation de ce programme, la tendance globale est donc bien à une forte diminution.

La composante structurelle de la réforme, c'est à dire la création du District spécial de Kaliningrad est caractéristique des préoccupations russes. La direction relève du commandement de la Flotte de la Baltique (les forces terrestres, qui sont basées à Kaliningrad, lui sont subordonnées). Cette organisation territoriale est une première et précède la création d'un seul groupe de forces appelé à appuyer l'action de la flotte sur mer, dans les airs et sur terre . La Flotte de la Baltique récupère donc le commandement du groupe de forces terrestres, dont la base est constituée de la 11^e Armée interarmes.

Dans le système militaire russe actuel, l'armée de terre est la grande perdante. A Kaliningrad en particulier, les effectifs opérationnels présents sont en régression globale. Outre la subordination à la Flotte de la Baltique dans cette nouvelle réorganisation territoriale, l'armée de terre a perdu un nombre conséquent d'unités, soit par suppression pure et simple, soit par réduction de taille (divisions transformées en brigades).

La Zone de Défense Spéciale a été placée sous le commandement du chef de la Flotte de la Baltique, ce qui indique que le rôle militaire principal de Kaliningrad consiste désormais à demeurer une base navale, à savoir une fonction qui pose moins de problème pour les pays voisins que celle de forteresse pour les forces terrestres, ou celle de site de lancement de missiles et d'entretien pour avions long- courrier. La prédominance du volet

naval est clairement marqué. L'évolution du nombre des unités à la mer caractérise bien la situation de la Flotte de la Baltique par comparaison avec celle des forces terrestres.

Les forces navales ont gardé une importance remarquable quand leur évolution est rapportée à la diminution drastique des forces armées russes. Cela tient de plusieurs facteurs :

- Kaliningrad a été le Quartier Général de la Flotte de la Baltique. L'avantage offert par l'accès permanent à la mer du port de Baltiysk (ex-Pillau) fait comprendre l'évidente concentration de forces navales dans l'enclave, par préférence à Saint Pétersbourg ou Kronstadt, livrés au glace 4 mois par an au minimum.
- Une part importante des unités de l'ex-Flotte de la mer Noire doit être rapatriée sur Kaliningrad. Ce mouvement de bascule des forces navales est symptomatique de l'attitude des Russes face au traité FCE. Les modifications apportées au document initial ont été approuvées par les Etats Parties le 31 mai 1996, mais à l'insu et sans l'approbation des gouvernements baltes. Ce modificatif autorise la Russie à déployer dans la région plus de forces qu'initialement prévu. Le gouvernement russe estimait en effet que les conditions initiales du FCE ne lui permettait pas de conserver suffisamment de forces en réserve sur le théâtre centre et sud européen.

Le maintien de ces forces armées dans l'Oblast' semble traduire plus profondément cette peur qu'a toujours eue Moscou de voir détruite son emprise sur ce morceau de terre arraché à l'Allemagne vaincue en 1945.

1.3.- LE PRESENT DE KALININGRAD.

1.3.1. Une économie convalescente

La situation économique et sociale générale à Kaliningrad est très mauvaise et celle de la Russie n'a fait qu'aggraver les choses. Le revenu par habitant représente 83 % seulement de la moyenne fédérale, alors que le coût de la vie est pratiquement le même. Le

25% de la population est en chômage. Cette situation a l'origine dans le dernier demi siècle de son histoire.

Depuis 1946, l'URSS a imposé au département le système le socialisme et la fonction militaire d'avant-poste à son extrémité occidentale. Le développement économique a été fortement handicapé par ces choix, tant par les défauts intrinsèques du fonctionnement soviétique que par la création d'une dépendance de la population à l'outil militaro-industriel. La part de la population qui vit en relation avec la défense approche encore les 30% malgré les annonces de reconversion émises par le gouvernement central.

La dégradation d'une situation économique déjà fragile s'est accélérée depuis le début des années 90. Les quarante-cinq ans de gestion socialiste et collectiviste ont dévasté certains secteurs et la remise à niveau, même par rapport au reste de la Russie, est une tâche difficile. L'agriculture a été fortement négligée, la surface cultivable est de 15% inférieure à celle d'avant-guerre. L'industrie légère et la production de biens de consommation n'ayant jamais été développées partent avec un fort retard de productivité et de compétitivité avec les voisins les plus proches. L'oblast est dépendant à 80% des importations dans ce domaine² et l'afflux de produits étrangers a conduit à une récession locale.

Les transports et l'industrie lourde n'ont pas suivi une évolution qui aurait pu leur permettre d'affronter le passage à une économie de marché. La reconversion promise de l'industrie de l'armement n'a été que parcellaire et les crédits engagés restent à 5% du total alloué³ ce qui ne laisse guère entrevoir de solutions. L'économie de l'oblast reste encore fortement handicapée par un réseau de transport terrestre qui est resté proche de la configuration stratégique de la guerre froide. Les liaisons privilégiées sont toujours vers l'est (Biélorus et Russie) et le nord (pays Baltes puis Russie) alors que celles vers le sud et l'ouest (Pologne et Allemagne) qui pourraient s'ouvrir vers un espace commercialement fructueux offrent trop peu de connectivité avec l'Occident. Le port est toujours sous-employé (17 millions de tonnes/an de capacité pour 5 millions de tonnes/an effectives), payant par-là même des choix militaires trop longtemps privilégiés.

² Chiffres de 1998 cités par ROMPKEY William, « Kaliningrad : source de tension ou de coopération ? », *Rapport intérimaire de la sous-commission sur les questions de sécurité nordique de la commission de la défense et de la sécurité de l'assemblée parlementaire de l'OTAN*, mars 1999 .

³ Stockholm International Peace Research Institute Year Book, 1998.

Enfin, le socialisme a laissé de nombreuses séquelles socio-psychologiques parmi la population qui font préférer la sécurité au risque et l'égalité à l'efficacité. Cet état d'esprit a de graves conséquences dans le domaine économique où créativité et esprit d'entreprise sont primordiaux.

Ce bilan sombre ne doit cependant pas occulter les chances certaines dont dispose l'oblast et qui pourraient lui laisser entrevoir un avenir plus souriant (les réserves de l'ambre, la reconversion de secteur de l'industrie de la défense, le tourisme, le trafic maritime et l'agriculture).

Les réserves de l'ambre

Les réserves d'ambre sont bien estimées à 90% des stocks mondiaux, et le rythme d'exploitation, passé de 800 tonnes en 1994 à 1200 actuellement, permettrait d'espérer beaucoup de cette ressource. Elle représente une part importante de l'économie de l'Oblast' avec le Combinat de Yantarnyi, qui emploie 2000 personnes. Cependant le poids de l'économie parallèle, l'inadaptation des moyens d'extraction et de travail et l'inadéquation des bijoux aux goûts occidentaux grèvent beaucoup cette industrie.

Le tourisme

Le tourisme, bien qu'il repose sur de solides espoirs des habitants de l'Oblast', ne semble pas pour l'instant attirer les flux de visiteurs et de devises espérés. Ce tourisme est de deux sortes : le tourisme de masse et de cure. Il concernait auparavant les habitants de l'intérieur des pays de l'URSS en leur offrant dans l'enceinte des pays de l'Est un littoral pittoresque, essaye péniblement de se reconvertir en assimilant les normes européennes et en tentant d'attirer une nouvelle classe de touriste nordique. La concurrence ancienne des pays riverains de la Baltique, l'attrait relatif peu important en comparaison de villes comme St Pétersbourg, Stockholm et les sites suédois, Helsinki et l'effort touristique intense de la Finlande, rendent peu crédible le développement important recherché. Seuls les prix incomparablement compétitifs de la région et l'engouement pour le climat estival de cette cote peut faire espérer le maintien du flux annuel, qui se situe actuellement aux alentours de 50.000 touristes étrangers, principalement allemands et polonais. Cet afflux

de devises restera de toute manière un appoint, à moins d'y consacrer des moyens significatifs.

La reconversion du secteur de l'industrie de défense

Il restait en 1997 sept entreprises qui dépendaient du ministère de la défense sur les recensées lors du lancement du programme de reconversion. En 1992, les commandes ont été brusquement suspendues sans aucun préavis et ont mis à la fois les entreprises face à une menace de banqueroute et les travailleurs face au risque de chômage. C'est à la fin 1992 qu'un programme de reconversion régional a été adopté. Le coût total était évalué à environ 1 milliard de roubles, ce qui équivalait à 2,5 millions de dollars US de l'époque.

Malheureusement, ce programme n'a jamais vu le jour. Les moyens ont bien sûr fait défaut, mais la raison profonde est plus encore à rechercher dans l'impossible objectif fixé. Si une telle conversion est en effet très difficile à mener dans une économie de marché stabilisée, elle est totalement impossible à mener sans moyens. L'échec a été conséquence de l'absence de mécanismes et d'institutions pour supporter et encadrer ce programme de conversion et insuffisance de financement et de lourdeur du fonctionnement des entreprises concernées, importance des taxes de privatisation, coût social important, absence d'expérience de l'économie de marché, savoir insuffisant des dirigeants et des responsables impliqués.

Après l'échec de ce premier plan et la chute dramatique de la production de ces usines, un deuxième plan a été lancé en 1995, baptisé « Kaliningrad 2000 ». Le plan est basé en trois différentes stratégies : production d'artefacts à usage civil similaires aux artefacts militaires, changement radical du type de produit fabriqué, après étude d'un marché déterminé et exploitation de la haute technologie pour pénétrer les marchés étrangers.

Un exemple de l'application du plan est la Joint Stock Company (JSC) « Yantar » pour la construction de bateaux pour le secteur civil. Une restructuration en profondeur de la JSC « Yantar » a été commencée, avec la création d'une structure de type holding. Son développement reste freiné par les dettes importantes de l'Etat russe envers la société.

Cet exemple montre que quelles que soient les intentions initiales, les lourdeurs du système soviétique sont loin d'avoir disparu. L'absence quasi totale d'aide du pouvoir central russe et la méfiance des étrangers à investir dans un territoire qui n'offre aucune garantie sérieuse ne font qu'empêcher cette reconversion nécessaire.

Le trafic maritime

Les ports de Kaliningrad ne fonctionnent pas à pleine capacité. Au port de la marine nationale, les mouvements des marchandises atteignent actuellement 3 millions de tonnes par an, tandis qu'au port maritime commercial, ils dépassaient les 5 millions de tonnes avant le début de la crise. Ces mouvements concernent des marchandises diverses, comme les produits alimentaires, les voitures, le papier, etc., et diverses cargaisons en vrac, comme le charbon, le minerai et le coke. En comparant ces mouvements à ceux d'autres ports de la région, on constate la faible importance de Kaliningrad, qui ne peut pas faire concurrence aux ports de Ventspils, Tallinn, Gdansk, Klaïpeda, Saint-Pétersbourg, Helsinki et Riga.

La situation est à ce point dramatique que le quasi arrêt des flux de marchandise provoque la suspension des plans de modernisation, des projets d'investissement et des chantiers en cours (silos et hangars de stockage avec système de refroidissement). La mention du port et du volume du trafic commercial échangé n'est même plus faite lors des bilans annuels publiés par le Conseil des Etats de la Baltique. La relance ne pourrait en fait s'effectuer qu'avec un apport conséquent venant d'investisseurs extérieurs, et donc de l'UE...

L'Agriculture

Kaliningrad, qui avait été le grenier de la Baltique, ne peut même plus satisfaire ses propres besoins alimentaires. Le système de drainage et d'irrigation a été laissé complètement à l'abandon et les techniques de culture élémentaires employées ont provoqué une sur-acidification des sols. Au résultat, la région s'est hissée dans les 30% de tête du triste palmarès des espaces agricoles russes les plus dégradés.

1.4. LA SOCIETE ACTUELLE

Malgré tous les mouvements de population qui ont affecté la région dans son histoire récente, celle-ci présente désormais une grande homogénéité. Entre les Russes, les Ukrainiens et les Biélorusses la population est à plus de 95% d'origine slave et la faible minorité lituanienne (2,1%) ne constitue en rien une source de problèmes sociaux et n'a pas de revendications affichées quant à un éventuel retour de la région dans le giron d'une « Grande Lituanie ».

Cependant si les caractéristiques humaines de l'oblast ne semblent pas être une source de problèmes internes, les habitants de l'oblast sont confrontés à de dures conditions sociales et économiques.

Le taux de chômage avoisine encore les 25% de la population active. L'économie parallèle et le travail non déclaré assurant près de 40% du PIB de l'oblast, en novembre 1999, près de 30% de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté⁴. Comme toute la Russie, Kaliningrad a subi les conséquences de la grave crise financière et économique de l'été 1998.

La situation sanitaire et sociale demeure aussi préoccupante. L'oblast détient la dernière place en Russie pour le nombre d'hôpitaux rapporté à mille habitants, les médicaments font encore l'objet du marché noir et doivent souvent être payés en devises fortes. La mortalité infantile y est élevée (20,2 pour 1.000), une recrudescence de la tuberculose y est constatée et la population présente la triste caractéristique de détenir le record de séropositivité de la Fédération avec près de 2.600 cas déclarés en 1999⁵. L'oblast figure aux dernières places dans la dotation en équipements sociaux (écoles, hôpitaux, services publics). La situation est d'autant plus sensible que la plupart des infrastructures sont concentrées à Kaliningrad, le reste du département faisant preuve d'une pauvreté inquiétante dans ce domaine.

La situation est aggravée par un développement des trafics illicites. Au milieu des années quatre-vingt-dix, des études estiment que le taux de criminalité a été multiplié par cinq dans la région⁶ et beaucoup pensent que c'est une conséquence directe de la politique

⁴ SAMSON Ivan (Ed.), « Kaliningrad Région : The Diagnosis of a Crisis », Grenoble, Kaliningrad, Moscou, UPMF, 1999, p. 7.

⁵ BLAGNYS G. , « European expansion offers hope to Kaliningrad », *Asia Times*, January 27, 2001.

⁶ NOGTOSKI R. , « *Nouvelles économiques* », n°22/94.

d'ouverture économique et en particulier de la création des Zones Economiques Spéciales. Du trafic d'armes, de stupéfiants, de voitures de luxe jusqu'aux matières fissiles, rien de ce qui pouvait constituer une ressource illicite juteuse n'a épargné Kaliningrad au point que la ville a pu être qualifiée de « véritable plaque tournante pour l'est de la Baltique »⁷. Néanmoins dans le domaine de la lutte contre la criminalité et les trafics illicites, de grands progrès ont été faits depuis 1998.

Enfin, à l'instar de nombreux bassins industriels russes, l'environnement a subi de nombreux outrages tant dans la qualité de l'air que celle des eaux. Plus qu'ailleurs en Russie les capacités de filtrage des produits de combustion des usines et d'épuration des eaux sont insuffisantes ou obsolètes. En particulier les rejets de dioxyde de soufre sont très importants autour des villes de Kaliningrad et Sovetsk et lorsque l'on évoque la proportion de la population vivant en milieu urbain (80%), les conséquences sanitaires peuvent faire frissonner.

Cette pollution, retombée directe de l'industrialisation lourde des années du communisme ou les priorités étaient à l'équipement de l'armée rouge est l'un des nombreux héritages de cette période quand Kaliningrad était « un port braqué vers l'Occident »⁸.

1.5. KALININGRAD ET LA RUSSIE

1.5.1. Le statut juridique de Kaliningrad

Depuis l'éclatement de l'URSS, Kaliningrad est devenue l'une des régions de la Russie. La région de Kaliningrad dispose d'un statut dont les principales caractéristiques en droit russe sont les suivants :

- Cette région se situe à l'échelon le plus élevé des administrations locales au même titre que les républiques, sauf que celles-ci disposent d'une constitution alors que les régions n'en ont pas.
- Le président russe a initialement le droit de nommer et de destituer les gouverneurs de l'Oblast'.

⁷ « Observatoire géopolitique des drogues » : rapport 1995, p.63

⁸ CASTEL Viviane du, *De Königsberg à Kaliningrad*, Paris, L'Harmattan, 1996., p. 122.

- En octobre 1993, le Président Boris ELTSINE a adopté les décrets qui réforment les institutions des régions (ils régissent l'élection, l'organisation et le fonctionnement des nouvelles assemblées représentatives).
- Le président russe dispose de « représentants du président » dans les régions, chargés d'une mission générale d'information et de contrôle.

Au plan international, la République Fédérative Socialiste de Russie (RFSR) a succédé à l'URSS le 8 décembre 1991. Les traités internationaux signés par l'URSS, et notamment ceux relatifs à Kaliningrad n'ont pas été remis en cause. Cette succession d'Etats a été reconnue par la « Communauté des Etats Indépendants ». Tous les Etats en relation avec Kaliningrad ont cherché à s'adapter à cette situation nouvelle.

1.5.2. Des relations pendulaires avec la mère patrie

Les relations entre la Russie et l'oblast sont ambiguës et passionnelles. Du « chouchou » des militaires au paria des économistes tous les qualificatifs ont été employés pour caractériser l'aspect unique de l'enclave.

Dans le domaine économique tout d'abord, il est évident que la politique centrale manque de cohérence. L'exemple du développement chaotique de la Zone économique spéciale puis de la ZEF Yantar est révélateur.

La balance commerciale de l'oblast et sa gestion, nous montrent que les résultats obtenus par la création de la ZEF n'ont pas atteint les objectifs fixés. Le commerce extérieur avec les pays voisins, Pologne, Lituanie et Allemagne principalement, est presque aussi important que celui avec la Russie. Il apparaît que l'oblast n'est ni adapté à son environnement étranger ni au nouveau marché russe. Ceci est une des conséquences de l'inconstance de la politique centrale tant au niveau législatif qu'exécutif. Le pouvoir moscovite et ses émanations locales ont beaucoup de difficultés à instaurer la confiance indispensable pour créer une dynamique d'attrait des investisseurs étrangers et russes. De plus, la politique douanière, fondement du statut de ZEF, est un perpétuel balancement entre une libéralisation totale réclamé par l'administration locale, qui génère plus d'importations de biens que d'investissements étrangers, et un rétablissement des taxes

(TVA en particulier) souvent souhaité par le gouvernement central et la Douma. Une telle décision isolerait encore plus l'oblast sur le plan commercial.

De même, les décisions du ministère de la Défense concernant les restructurations de l'outil militaro-industriel, pour autant nécessaires qu'elles soient économiquement et stratégiquement, ont été mal ressenties par une population élevée dans le dogme de l'immutabilité d'une assistance économique et sociale apportée par la toute puissante armée rouge.

Par l'accessibilité de références de comparaison voisines, Pologne et Lituanie, ces diverses tendances macro-économiques introduisent un sentiment d'être « laissé pour compte » au sein d'une population qui jalouse la dynamique de réussite qui semble habiter ces pays. Cela se traduit bien évidemment dans les relations politiques entretenues avec Moscou

1.5.3. La nouvelle donne politique

Vladimir Poutine a été élu en mars 2000 par majorité à Kaliningrad. Il semble qu'il jouisse d'un capital de confiance élevé dans le département. Son épouse est d'ailleurs originaire de Kaliningrad. Ce score élevé traduit peut-être un renouveau entre les relations de l'enclave avec la capitale, il est sans nul doute révélateur d'attentes et d'espoirs.

Le 19 novembre 2000, Vladimir Egorov a été élu gouverneur du département avec 58,6% des suffrages contre 33,2% pour Léonid Gorbenko, gouverneur sortant. L'amiral Egorov commandait la Flotte de la Baltique depuis 1991. Il a fait savoir qu'en tant que gouverneur, il continuerait d'accorder à la Flotte de la Baltique, autant de force et d'énergie qu'il le faisait quand il était à sa tête⁹.

Egorov est un fidèle de Poutine et un "spécialiste" de la région. Il succède à deux gouverneurs qui ont entretenu tour à tour des rapports tendus, voire conflictuels, avec le pouvoir central comme avec la douma régionale. Le premier, Youri Matochkin, un autre ancien marin, fut l'artisan de la création de la zone économique spéciale et s'opposa à maintes reprises aux décisions de Boris Eltsine. Le second, Léonid Gorbenko, ancien directeur du port de pêche et de ses installations connexes, suscita de grands espoirs dans

⁹ ITAR-TASS, Moscou, 19 novembre 2000.

l'oblast avant d'être considéré par beaucoup et en particulier par les élus locaux comme « un homme de Moscou » qui se servait de son poste de gouverneur comme tremplin vers d'autres aspirations politiques nationales. L'accession au poste de gouverneur de Vladimir Egorov peut être synonyme d'une rationalisation de la politique centrale vis-à-vis de l'enclave. Cette optimisation pourrait en particulier se traduire dans une distribution cohérente des crédits promis pour l'industrie de défense, s'ils sont concrétisés, et dans l'adoption de régulations plus transparentes, probablement plus strictes, dans les domaines du fisc, de la banque, de l'immobilier et des assurances. En effet, les lacunes constatées dans ces secteurs sont autant de freins au développement économique de l'oblast car elles induisent un manque de confiance très préjudiciable. Si les initiatives doivent venir de l'oblast, celui-ci doit être appuyé dans sa démarche par un soutien constant de Moscou. La nouvelle donne politique pourrait constituer un marchepied solide vers un décollage, mais ne peut être suffisante sans la prise en compte du voisinage proche et lointain de cette partie de la Russie.

1.5.4. Kaliningrad dans le concept de défense russe

Les autorités politiques et militaires russes reconnaissent que la réduction du format des forces armées et de celles du ministère de l'Intérieur entamée doit être poursuivie pour atteindre un niveau de « suffisance raisonnable ». Bien que celui-ci donne lieu à de très variables interprétations, il devra être en cohérence avec les choix politico-militaires du pouvoir central. Un rappel du nouveau concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie est ici nécessaire. Ce document, adopté le 10 janvier 2000, met en exergue les fonctions stratégiques suivantes :

- Protection de l'intégrité territoriale (en particulier par la dissuasion et si besoin l'usage de l'arme nucléaire, même face à une agression conventionnelle, quand toutes les autres options auront été épuisées) ;
- Protection des minorités russes à l'extérieur qui représentent 25.000.000 des habitants du « proche étranger » ;
- Participation aux organisations internationales, renforcement de celles-ci, notamment l'ONU ;

- Maintien de l'équilibre stratégique avec les autres puissances en particulier les Etats-Unis;
- Respect des traités internationaux, en particulier START II, FCE et ABM¹⁰.

Le premier point figure dans la plupart des doctrines de défense mais le recours à l'arme nucléaire hors dissuasion stratégique est une particularité russe¹¹ dans la situation géopolitique actuelle. Si la Russie proclame haut et fort la dénucléarisation de l'espace baltique, il lui serait aisé de déployer des armes tactiques sur les bâtiments de la flotte basés à Kaliningrad. Le second item prend beaucoup d'importance, replacé dans le contexte des relations entre Russie, Lettonie et Estonie, nous y reviendrons. Le quatrième peut expliquer le maintien d'un arsenal développé dans l'oblast bien que des réductions sensibles aient été effectuées en accord avec le traité FCE dont le respect fait l'objet du cinquième point.

En illustration du rôle que pourrait jouer la base de Kaliningrad dans le cas d'un conflit majeur, les forces armées russes ont mené, en juin 1999, le plus grand exercice militaire depuis la disparition de l'URSS¹² : ZAPAD (OUEST) 99. Le ministre de la Défense, Igor Sergueïev, définissait l'objectif majeur de l'exercice comme « l'évaluation d'une des options de la doctrine militaire russe qui envisage l'emploi d'armes nucléaires quand toutes les autres possibilités auront été épuisées »¹³. Cet exercice a vu non seulement la mise en œuvre de bombardiers stratégiques au-dessus de la Norvège, l'intervention d'avions de patrouille maritime autour de l'Islande mais aussi des opérations amphibies au départ de Kaliningrad. Cette démonstration de force, dont l'un des buts avoués était de prouver la capacité des forces russes de lever un blocus sur l'oblast, a pu inquiéter les voisins immédiats de la Russie dans la zone.

Si l'importance stratégique de Kaliningrad, comme point d'appui du ponant de la Russie, est claire dans l'optique du Kremlin, les avis peuvent être plus mitigés vu de l'avant-poste. Ce qui amène logiquement la question des relations que le département entretient avec le pouvoir central.

¹⁰ START : Strategic Arms Reduction Treaty , FCE : Forces Conventionnelles en Europe, ABM : Anti-Ballistic Missiles.

¹¹ On se reportera à la « Doctrine militaire de la Fédération de Russie », *Nezavissimaïa Gazeta*, 22 avril 2000.

¹² Les forces du Bélarus étaient associées à cet exercice.

¹³ KIPP, J. W, « Russia's Northwest Strategic Direction », *Foreign Military Studies Office Military Review*, july-august 1999, p. 2.

DEUXIÈME PARTIE: LE RÔLE DES ACTEURS EXTERIEURS FACE A L'ENCLAVE

Les multiples acteurs étatiques de la zone ont des intérêts complexes, entremêlés et qui obéissent à des logiques indépendantes. La sécurité économique et militaire que la Russie et tous les pays souhaitent dans la zone, faut nécessaire une coopération pour le développement de toute la région, dont Kaliningrad a un rôle important comme partie intégrant de la Russie et test pour la stabilité de la région Baltique.

2.1. LES INTERETS DES ETATS ACTEURS DANS LA ZONE.

2.1.1. La Russie

L'effondrement de l'URSS et l'indépendance des Etats Baltes ont entraîné un isolement de la région de Kaliningrad. Comme nous venons de voir, cette région fait face à des nombreuses crises de transition et peine à trouver sa trajectoire d'insertion dans l'espace Baltique. Le grand risque est d'avoir une région russe en crise dans un espace qui prospère pour éviter une dégradation de la situation la Russie espère une riposte à les demandes qui a posé dans les domaines de sécurité économique et militaire.

Les gouverneurs de la Russie et de Kaliningrad, sur le développement économique, essayent de mettre en place depuis quelques années certaines mesures pour assurer l'amélioration global de la région.

Mais, tout n'était pas encore pour le mieux malgré les nombreux progrès accomplis. Le gouverneur GORBENKO a souligné dans la réunion du Conseil des Etats baltes de janvier 1999¹⁴ les objectifs visés par le développement actuel : accroissement du niveau de vie global de la population en créant de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois et en augmentant les salaires, introduction de techniques agricoles et industrielles évoluées, investissements et création d'entreprises conjointement avec des pays et des structures étrangères. Les quatre axes de développement suivant ont ainsi été étudiés et semblent les plus prometteurs : industries de transformation, activités portuaires et de pêche avec les industries de conditionnement et de transport associées, industries et entreprises liés à la

¹⁴ WWW.baltinfo.org

construction et au bâtiment et enfin l'introduction de techniques et de procédés évolués dans les processus industriels. Tout cela n'est envisagé qu'avec la coopération des Etats de la mouvance baltique et des grands organismes européens.

S'incluant dans une démarche plus vaste menée par le gouvernement russe, cette politique d'ouverture économique fait l'objet d'une activité de communication particulièrement intense. Ainsi, deux sites Internet complets sont accessibles¹⁵ qui traitent de ce thème et offrent de nombreux liens qui développent les multiples raisons avancées pour investir en Russie et Kaliningrad.

Pour encourager l'activité économique et l'investissement étranger, la Russie a eu lieu la création de la Zone Economique Spéciale (ZES) qui se traduit par les conséquences suivantes :

- Tous les biens produits dans l'Oblast' et exportés sont exemptés de frais de douane. Les biens sont considérés comme produits localement si la valeur ajoutée est supérieure à 30%, sauf pour l'électronique et certains biens de haute technologie pour lesquels la valeur ajoutée minimum est établie à 15%.
- Les biens importés vers la Zone Economique Spéciale à partir de pays étrangers sont exemptés de tout droit de douanes.
- Les biens produits dans l'Oblast' et exportés vers la Russie sont exempts de droits de douane.
- L'exemption de droit de douanes et de TVA, qui se montent dans les autres parties de la Russie à respectivement 25 et 22%, baissent les prix de production de 35% en comparaison avec les autres régions russes.
- Les investisseurs étrangers qui dégagent des bénéfices ont le droit de les rapatrier chez eux dans leur monnaie.

Mais le fonctionnement, dans la pratique, de la ZES était chargé d'incertitude. Faute de soutien par les autorités et d'informations concernant une éventuelle incompatibilité avec les règles de l'OMC, l'intérêt de la ZES a été limité.

¹⁵ www.investment.ru et www.russiagateway.kisa.ru

D'autres aspects qui préoccupent les autorités russes sont le développement de la ville de Kaliningrad et de son port et le passage de frontières

Centre administratif de l'enclave, la ville de Kaliningrad concentre plus de la moitié du potentiel industriel, humain et financier de l'Oblast' avec près de 442 000 habitants. 40% de la production de l'Oblast vient en fait de la ville même de Kaliningrad, qui concentre 80° des industries et dont 70 % des produits sont destinés à l'exportation¹⁶ . Durant la période s'étalant de 1992 à 1997, un accroissement du volume des échanges a été enregistré (de 145 millions de dollars US en 1992 à 1700 millions en 1997). Le volume des échanges internationaux y était une fois et demie supérieur à celui de la Russie. Jusqu'aux événements de 1998, les tendances étaient excellentes. Leur remise en question lors de la crise financière russe de l'automne 1998 a conduit à obscurcir le tableau général et aucune solution simple ne s'offre à l'heure actuelle pour compenser cette chute d'activité. Plus de la moitié des habitants de la ville vivent ainsi en dessous du seuil de pauvreté. Le développement des actions particulières de jumelage économique est au cœur d'une politique active menée par le maire actuel et son équipe en place.

La ville mise énormément sur le développement de son port. Situé à l'embouchure de la rivière Pregel (Pregolya), le port principal de la ville est en relation avec la mer Baltique par l'intermédiaire d'un canal de 42 km de long d'une profondeur limitée, qui n'admet que les navire d'une longueur inférieure à 175 mètres, d'un tirant d'eau inférieur à 8 mètres et ne permet qu'une circulation à sens unique. Après un pic dans le volume de fret maritime en 1988, la décrue a été sensible tout en demeurant relativement stable dans les années 90. Actuellement, le port de Kaliningrad est dans une situation difficile en regard des autres ports de la région et ce, pour deux raisons particulières : un effectif pléthorique des services de manutention qui date de la période de l'économie planifiée et un manque d'outils de manutention des conteneurs.

Les frontières de la Pologne et de la Lituanie avec Kaliningrad deviendront, après l'adhésion, les frontières extérieures communes de l'Union, et les deux pays ont l'intention d'introduire, à partir de 2003, un système de visa obligatoire pour les russes. Pour l'enclave cela représenterait un grand manque à gagner. Cette situation sera l'un des sujets du sommet UE-Russie prévu le 28 mai à Moscou.

¹⁶ www.russiagateway.kisa.ru

Les connexions terrestres et aériennes entre Kaliningrad et le reste de la Russie reste un aspect délicat. Tout le transit ferroviaire et l'approvisionnement en énergie de l'enclave passe par le territoire de la Lituanie.

Enfin, le président Poutine, ainsi que plusieurs de ses ministres, ont répété toujours l'assertion que les bonnes relations avec l'UE étaient, dans tous les domaines, une des priorités de la Russie d'aujourd'hui. Dans le document sur la « Stratégie du développement des relations entre la Fédération de Russie et l'Union européenne » qu'il avait présenté au sommet d'Helsinki en octobre 1999, alors qu'il n'était encore que Premier ministre, Vladimir Poutine proposait un rôle de région pilote à l'oblast dans le cadre d'une coopération renforcée¹⁷. Kaliningrad pourrait en effet avoir une place privilégiée dans l'essor des échanges entre l'UE et la Russie.

Dans le domaine de sécurité militaire nous pouvons résumer sa politique en disant que :

- La Russie ne accepte pas l'élargissement de l'OTAN ; notamment la proposition de favoriser l'adhésion des Pays baltes est considéré comme « une très grave faute géopolitique de l'après-guerre froide ». La Russie déclare être profondément convaincue que la voie de la paix réside dans la création d'un mécanisme ou d'un instrument de sécurité commune et universelle pour l'Europe.
- La Russie a tout intérêt à favoriser la paix et la stabilité de cette région. Dans la mesure où elle n'a plus les moyens militaires pour imposer sa paix régionale et qu'elle se sent menacée par l'élargissement de l'OTAN , elle propose des mesures de confiance et de sécurité. Cette action se développe notamment auprès des Etats baltes et principalement en concertation avec l'OSCE.

2.1.2. Les Etats Baltes

Neuf ans après que les Etats baltes aient recouvré leur indépendance, il n'est pas possible de dire que le fonctionnement inter baltique soit optimal. Riga et surtout Tallinn

¹⁷ SAMSON Ivan (Ed.), « Kaliningrad Région : The Diagnosis of a Crisis », *op. cit.*, p. 15.

ne veulent pas d'une trop grande prééminence de la Lituanie. Cette méfiance voire cette irritation gênent la coordination des efforts des trois pays les réduisant chacun à demeurer un petit pion sur l'échiquier géopolitique régional.

L'Estonie est travailleuse, sévère et méthodique ; malgré sa petite taille, sa situation géographique et ses affinités culturelles avec la Finlande lui donnent manifestement d'excellentes chances de développement. Elle est cependant handicapée par une redoutable « mafia russe », liée au complexe militaire, et qui engendre insécurité et violence.

La Lettonie, médiane en tout, dispose d'atouts géographiques, culturels et économiques considérables. Elle hérite notamment d'une économie réputée la plus performante des Etats baltes. Son problème principal est constitué par son fort pourcentage d'allogènes face à une population autochtone très nationaliste.

La Lituanie possède une identité vraiment différente. Sa ferveur catholique, ses mœurs traditionnelles, sa démographie, son agriculture, l'importance de ses diasporas et la forme « romantique » de son sentiment d'identité en font véritablement le pays le plus proche de la Pologne.

La création de la plus grande région européenne, l'Euro-région « Baltica », est un bon exemple de coopération multilatérale. Créée le 23 février 1998, cette structure regroupe la Pologne, le Lituanie, l'Estonie, le Danemark, la Russie, la Suède et Kaliningrad. Le but principal de la création d'une Euro-région est l'organisation et la planification d'activités pour le développement économique et social de l'un de ses membres. Suivant l'opinion lituanienne, cette entité peut être utilisée comme organisation « parapluie » pour rechercher le support financier de l'UE, en prenant en considération le fait que deux de ses membres font partie de l'UE et trois y préparent leur admission à court ou moyen terme. Il est évident que l'appartenance à cette entité régionale facilitera l'attribution de crédits européens et que le programme d'amélioration du réseau de transport en bénéficiera. L'UE fournit aussi dans ce cadre son appui financier pour l'amélioration des problèmes de circulation des flux transfrontaliers. Ses projets touchent la coopération agricole, industrielle, dans les transports, les communications, la protection de l'environnement, l'éducation et le tourisme.

Le problème majeur réside dans la création d'un fonds régional pour cette Eurorégion. Un tel instrument financier faciliterait la résolution des problèmes de

coopération internes à la région. Cette structure est également un forum international de discussion où six pays européens ont la possibilité de discuter de leur préoccupations et de rechercher des points de convergence.

Les trois pays Baltes ne forment pas une entité unique ou un front commun ni dans leurs rapports avec la Russie, ni avec ceux avec l'OTAN ou l'UE. De la très péremptoire candidature, « les trois ou aucun »¹⁸, annoncée au milieu des années quatre-vingt-dix pour l'intégration à l'UE et à l'OTAN, cette dernière étant à l'époque perçue comme la seule garantie valable pour leur sécurité, les ambitions des Etats baltes sont revenues à un niveau plus pragmatique: « plutôt un seul qu'aucun »¹⁹. Pour l'UE, l'Estonie, très « sponsorisée » par la Finlande et dans une moindre mesure par la Suède, est la mieux placée. Elle devrait faire partie de la prochaine vague d'admission. Les cas de la Lettonie et de la Lituanie semblent relever du moyen terme. La Russie et l'oblast suivent avec une attention bienveillante ce processus. En ce qui concerne l'OTAN, la Russie est beaucoup plus nerveuse dès qu'il s'agit des pays Baltes, ceux-ci faisant partie de sa sphère traditionnelle d'influence.

Le tropisme occidental des pays Baltes nous amène à nous intéresser au voisin sud de l'oblast, déjà membre de l'OTAN et aspirant à une très prochaine intégration à l'UE, la Pologne.

Une méfiance teintée d'attentisme marque les relations entre la Pologne et le département. Ce bout de Russie qui constituait il y a cinq ans une menace, l'armée polonaise massant préventivement quelque 22.000 hommes à sa frontière nord-ouest, est devenu un champ d'attrait économique. Plus de 30% des compagnies étrangères ayant installé leur siège à Kaliningrad sont polonaises et la Pologne représente 19% de son commerce²⁰. Les dirigeants polonais, s'ils restent très « chatouilleux » sur tout mouvement, et en particulier militaire, qui pourrait affecter le statu quo entourant l'oblast ont conscience de la position unique de leur pays, membre de l'OTAN, bientôt de l'UE, et frontalier d'une Russie affaiblie²¹ mais incontournable. Malgré ses récriminations envers les autorités russes qui feraient preuve de laxisme face aux trafics frontaliers originaires de

¹⁸ MAIN Steven, « Instability in the Baltic Région », *Conflict Studies Research Center*, S 37, 1998.

¹⁹ Ibid.

²⁰ LAMANDE Vincent, « Kaliningrad : l'enclave russe de l'espace baltique », *Revue Française de Géographie*, n°11, automne 1999.

l'enclave, la Pologne demeure fortement intéressée par un développement harmonieux des relations avec son grand voisin oriental. En outre, plus que l'oblast, le Bélarus de Loukachenko est une source d'inquiétude pour Varsovie.

Pendant la visite du président Poutine à Varsovie en janvier 2002, le président polonais a affirmé « en entrant dans l'UE, nous ne voulons pas tourner le dos à nos voisins de l'Est. L'UE comprend notre attitude »

2.1.3. Les Etats de l'UE

L'Allemagne, le Danemark, la Suède et la Finlande sont de loin les Etats les plus riches de la région, ils appartiennent tous à l'UE. Leur principal rôle géopolitique, nous l'avons vu, est de construire l'intégration économique de la région, gage de prospérité et de stabilité. L'Allemagne, de part la puissance de son économie, mais aussi par sa volonté de regagner une influence notable dans la région joue le premier rôle.

Prudence est le maître mot pour qualifier le comportement de Berlin vis-à-vis de Moscou, et ses prises de position concernant l'ex-Prusse orientale sont encore plus circonspectes qu'avec tout autre PECO²². En effet, il existe une dimension psychologique et affective entre l'Allemagne, la Russie et la terre de Königsberg / Kaliningrad. Celle-ci fait peu cas de rationalité et les dirigeants allemands qui ont compris qu'aucun radicalisme n'était de mise dès qu'il s'agissait du berceau de Kant et Hindenburg ont adopté une démarche de petits pas via l'Union européenne. Malgré le lobbying intense d'anciens réfugiés, les choix de Bonn puis de Berlin se sont orientés délibérément vers une intégration économique et une normalisation des rapports qui passaient par la voie de Bruxelles et de Strasbourg. La RFA ne se désintéresse nullement de l'avenir de la région mais préfère ménager les susceptibilités russes qui se manifestent dès qu'un certain expansionnisme germanique vers l'est, réel ou imaginaire, peut être décelé.

La Suède et la Finlande présentent toutes deux la particularité d'être membre de l'UE et de conserver un caractère non-aligné en ne prétendant pas à l'entrée dans l'OTAN. Les deux pays se distinguent par l'intérêt et les efforts qu'ils consacrent à instaurer la

²¹ OSTROWSKI Marek, « Attention à la Russie affaiblie », *Courrier International / Polityka*, 25 mars 1999, n°415.

²² PECO : Pays d'Europe Centrale et Orientale

confiance et à développer la stabilité de l'est de la Baltique, cet espace qui représente 80 millions d'habitants et 15% des échanges mondiaux²³. La Finlande a fait de nombreux efforts pour se poser en médiateur dans les différends frontaliers entre Estonie, Lettonie et Russie. La Suède s'est posée en marraine de la Lettonie pour son adhésion aux organisations multinationales européennes. Celles-ci sont nombreuses et compétentes dans de nombreux domaines concernant la région : l'Union des Villes de la Baltique forte de 92 membres dont Kaliningrad, le Conseil des Etats de la Mer Baltique, la Fondation Baltique ou la Chambre de Commerce Baltique. Une réelle convergence d'initiatives et d'intérêts prend place aujourd'hui dans l'espace baltique. La Finlande et la Suède sont très actives mais l'Allemagne, la Norvège et le Danemark participent aussi aux projets importants affectant la région. Ainsi l'Allemagne considère que la Baltique est partie intégrante de sa zone d'intérêt économique et le Danemark, en tant que « parrain » de la Lituanie, se sent tout particulièrement concerné par la situation de l'enclave..

2.2. LES ORGANISATIONS EUROPEENNES ET MONDIALES IMPLIQUEES

Il existe quatre structures dont les fonctions sont susceptibles de promouvoir une sécurité coopérative et la stabilité dans la région, en assurant un lien avec les organisations transatlantiques plus globales :

1. Le Conseil de Partenariat euro-atlantique – CPEA - de l'OTAN, ainsi que les arrangements bilatéraux dans le cadre du Partenariat pour la Paix - PPP -.
2. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe – OSCE -.
3. L'Union européenne - UE- et l'Union de l'Europe occidentale – UEO -.
4. L'ONU.

Le CPEA et le PPP de l'OTAN forment pour ainsi dire la clé de voûte de la consultation politique et de la coopération concrète. L'OSCE se charge de la prévention des conflits, pour laquelle sa réputation n'est plus à faire dans la région de la mer Baltique, en ce qui concerne les minorités, les droits de l'homme et le renforcement institutionnel.

²³ SANDER Gordon, « Il se passe quelque chose autour de la Baltique », *Le Courrier International / Financial Times*, 04 mai 2000, n°496.

Elle continuera également de jouer un rôle, dont l'importance est encore à évaluer, en tant qu'organisation de référence et de légitimation pour les opérations régionales de maintien de la paix et de prévention des conflits menées par d'autres institutions telles que l'OTAN et l'UEO.

2.2.1. L'OTAN

« L'extension de l'OTAN à une ou plusieurs républiques baltes pourrait créer plus de problèmes qu'en résoudre »²⁴. Cette appréhension nous amène naturellement à nous pencher sur le délicat problème de l'élargissement oriental de l'OTAN.

Après la chute du mur de Berlin, la question s'est posée pendant quelques années du sens du maintien de l'OTAN et de ses structures intégrées. Fondée en 1949, essentiellement pour faire face à la menace de l'Union soviétique, l'Alliance atlantique s'est trouvée subitement sans ennemi clairement défini. Or, l'année 1997 sera sans doute considérée dans l'Alliance comme celle de sa consolidation. Ce retournement de situation entre 1989 et 1997 s'explique essentiellement par le rôle qu'elle a joué pour imposer en définitive la paix dans les Balkans, là où les Européens et les Nations unies avaient été, il faut bien l'avouer impuissants. Les pays d'Europe centrale et orientale récemment libérés du joug soviétique sont sans doute les plus conscients de son rôle de protecteur très efficace des indépendances nationales et d'ultime garant de la paix en Europe : de nombreux pays, anciens ennemis potentiels du pacte de Varsovie demandent leur intégration rapide.

Pour apaiser les craintes de la Russie face à ces perspectives d'élargissement, l'OTAN lance à Bruxelles en janvier 1994 le «partenariat pour la paix », sorte d'antichambre accueillant tous les pays d'Europe centrale et orientale ainsi que la Russie. Néanmoins, dès fin 1994, les Etats Unis changèrent de position en plaidant des adhésions pures et simples! Afin de rassurer de nouveau les dirigeants russes, « l'acte fondateur » des nouvelles relations entre l'OTAN et la Russie est signé à Paris en mai 1997. Un conseil conjoint permanent réunit la Russie et les membres de l'OTAN, mais cela n'empêchera jamais les pays de l'OTAN de décider seuls en cas de crise. Les accords prévoient que

²⁴ MAIN Steven, « Instability in the Baltic Région », UK Ministry of Defense, 1998 .

l'OTAN ne déploiera pas de troupes sur les territoires des nouveaux membres, mais en cas de crise, rien n'empêchera l'OTAN de le faire.

Finalement, le sommet de Madrid de juillet 1997 annonça l'ouverture de négociations en vue de l'adhésion de trois pays : la Pologne, la Hongrie et la République tchèque. Ces adhésions sont effectives depuis mars 1999, date du cinquantième anniversaire de l'OTAN. Un autre groupe de 9 pays candidats, dont les 3 Etats baltes, est maintenant connu et se soumet au MAP « Membership Action Plan », phase de mise à niveau avant une éventuelle candidature crédible pour l'intégration

2.2.2. L'Union Européenne

L'extension de l'UE à la Pologne et l'Estonie dans un premier temps puis à la Lettonie et la Lituanie fera de Kaliningrad une enclave dans la communauté. Mais de cet encerclement pacifique peut découler une nouvelle dynamique pour le département. La Russie, dont la présence dans la région baltique est un fait historique que personne ne remet en question, considère avec intérêt les recommandations de certaines instances européennes en particulier celles chargées du programme TACIS. Celles-ci constatent que l'intégration européenne de la Pologne et de la Lituanie créera un « effet de croissance » qui doit être transmis à l'économie de Kaliningrad. Celui-ci ne pourra être réel que s'il ne se creuse pas un fossé entre les standards de production industrielle et agricole entre l'UE, Kaliningrad et la Russie. De plus, il ne faut pas que les transferts financiers massifs de l'ouest vers l'est qui vont accompagner la période de pré-adhésion isolent davantage l'oblast. Pour éviter ces dangers les recommandations suivantes ont été formulées :

- développer les projets structurants financés par l'UE
- accorder une place spéciale à l'oblast lors des négociations entre l'Union et la Russie.
- faciliter toutes les initiatives de coopération entre l'enclave, la Pologne et la Lituanie et l'intégration du département dans les organisations régionales.
- rendre plus aisée, mais avec un contrôle strict, la circulation des personnes si la Pologne et la Lituanie rejoignent l'espace Schengen.

Depuis 1.991, l'UE finance divers projets à Kaliningrad, surtout dans le cadre du programme TACIS (Technical Assistance to the Commonwealth of independent States)²⁵, notamment dans les secteurs de la création d'institutions, d'énergie, des transports, de la restructuration d'entreprises, de la formation à la gestion et de l'environnement. Kaliningrad a bénéficié d'une assistance TACIS de plus de 30 millions d'euros. D'autres programmes de l'UE, dans les domaines de l'environnement, des transports et de la formation, lui ont également accordé diverses aides.

En 2.001 ont été mis en œuvre des nouveaux projets visant la région :

- Deux postes frontières à Kaliningrad situés aux frontières avec la Lituanie et la Pologne. Ces points de passage se trouvent sur le réseau paneuropéen de transport. Le commerce et la circulation tant de marchandises que de personnes y seront facilités par le développement des infrastructures, la modernisation des procédures, et par la formation du personnel.
- Le projet de développement de port de Kaliningrad. D'un total d'un million d'Euros. Ce projet TACIS de développement du port de Kaliningrad s'étale sur 18 mois. Il consiste à établir un bilan détaillé des structures existantes, des études de marché et de compétitivité régionales, des comparaisons détaillées des options possibles (port existant ou port de haute mer), enfin il proposera en fonction de ces éléments une solution en « coup complet » à mettre en œuvre de façon cohérente. Cette politique de mise aux normes plus compétitives se traduit par quelques difficultés de mise en œuvre et des mouvements sociaux importants. L'Union des Dockers Russes mène des actions de revendication très dures pour lutter contre les réductions d'effectifs engagées par le directeur du port depuis 1997 ; 180 emplois ont ainsi été supprimés, dans des conditions, il est vrai, pas très nettes au regard du droit syndical, puisqu'il semble que seuls les dockers syndiqués soient touchés²⁶. L'objectif global retenu est défini de façon claire : stimuler les échanges entre le marché européen et les marchés

²⁵ TACIS est l'instrument de coopération et d'assistance de l'Union européenne en direction de la Russie et de l'ensemble des nouveaux états indépendants membres de la Communauté des Etats indépendants et de la Mongolie. Il a été adopté par le Conseil européen, à Rome en décembre 1990. C'est un programme d'assistance technique fondé sur le transfert de savoir-faire, mais qui développe également des programmes d'actions d'urgence humanitaire et alimentaire.

²⁶ www.labournet.org/docks/9901/kalinin, « Supports the Dockers Union of Russia », ITF press release du 29 janvier 1999

desservis par Kaliningrad par le renforcement de la compétitivité des installations portuaires et de leur gestion. Il s'intègre aux les projets régionaux en cours, le projet PHARE de développement portuaire global de la zone, le programme INTERREG IIc de mise en cohérence du réseau d'infrastructures et le projet transfrontalier TACIS 1999 CBC (Cross Border Programme).

- Le projet de gestion de déchets dans l'oblast, qui permettra créer un système sûr et efficace, pour atténuer les effets sur la santé et l'environnement.
- L'ouverture d'un centre d'information sur l'UE dans l'enclave russe qui permettra familiariser ses habitants à l'environnement législatif européennes, en consultant la base de données législatives CELEX, mais aussi de s'informer sur les projets menés par l'UE en Russie.

Enfin, de nombreux experts considèrent que l'intégration économique de la Russie à l'Europe est inévitable et souhaitable, et proposent que Kaliningrad devienne une région test, basée sur la ZEF Yantar, pour la création d'une zone commerciale de libre échange UE / Russie.

2.2.3. L'OSCE

La Russie avait eu l'initiative de la création de l'OSCE, et elle en est membre à part entière, au même titre que les Etats-Unis. La Russie a cherché à garantir l'avenir politique de l'OSCE en rendant ses institutions plus souples, et en proposant de leur adjoindre un « Conseil de sécurité » dont le rôle serait à peu près celui des Nations unies, mais sans obtenir de réponse positive de la part des gouvernements occidentaux.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, fondée en 1994 institutionnalise la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) créée en 1975 par l'Acte final d'Helsinki. Forum de négociation et de dialogue Est-Ouest instauré à l'initiative de l'URSS, la CSCE fut appelée par «la Charte de Paris pour une nouvelle Europe» (1990) à répondre aux nouveaux enjeux nés de la fin de la guerre froide, en créant différentes institutions (Centre de prévention des conflits, secrétariat général, assemblée parlementaire, Comité permanent). Aujourd'hui, l'OSCE regroupe l'ensemble des pays européens, y compris les micro-Etats et les membres de la CEI, ainsi que les

Etats-Unis et le Canada, soit 55 pays. Elle a pour objectif de renforcer la démocratie pluraliste et le respect des droits de l'homme sur le continent, de régler les conflits entre les Etats membres par des moyens pacifiques et de promouvoir la sécurité par la maîtrise des armements (dans le cadre du Forum en matière de sécurité, FCS), de prévenir les conflits par la mise en place d'un modèle de sécurité commun et l'instauration de mesures de confiance et de sécurité.

Les dirigeants des Pays baltes sont les grands bénéficiaires de son action et ils en sont conscients lorsqu'ils déclarent : « l'OSCE jouent un rôle majeur pour le maintien de la stabilité dans la région balte, car elle offre notamment un mécanisme de prévention des conflits pouvant être utilisé pour neutraliser les crises potentielles et empêcher une éventuelle escalade²⁷ ». Concrètement, l'OSCE a surveillé le retrait de l'ensemble des troupes russes des territoires baltes, prévu par les accords de Riga de 1994. Parallèlement, elle intervenait pour améliorer le statut des minorités russes dans ces nouveaux Etats

Le Forum de l'OSCE créé en 1992 est par ailleurs particulièrement approprié pour traiter de la sécurité dans la région balte. En effet, dans son «Programme d'Action immédiate», ce forum tente d'harmoniser les obligations fixées par les Etats de l'OSCE dans les différents accords internationaux relatifs aux armes conventionnelles en Europe. Le Forum est d'autant plus important pour la région balte qu'il y a de grandes différences dans le potentiel militaire des Etats baltes et de leurs voisins. Par exemple, il y a dix fois plus de soldats russes stationnés dans l'enclave de Kaliningrad que de soldats baltes dans l'ensemble des trois Etats.

2.2.4. L'ONU

La politique générale de l'ONU pour la région est de laisser agir le plus possible les organisations sécuritaires régionales qui ont réussi à maintenir la stabilité et la concorde.

En revanche, consciente que les différends territoriaux et les règles de circulation constituent une source importante de conflictualité et nécessitent souvent une médiation internationale, l'ONU a porté un soin particulier à l'établissement des régimes de navigation et des délimitations maritimes en mer Baltique.

²⁷ O.L. KNUDSEN, La sécurité coopérative dans la région de la mer Baltique, *Les cahiers de Chaillot*, Paris, novembre 1998.

Par ailleurs, les développements politiques récents - Pérestroïka, réunification allemande, réapparition des trois nouveaux États baltes- ont donné lieu à autant de chantiers complexes de délimitation maritime, d'autant plus sensibles que des ressources pétrolières maritimes sont suspectées au large des États baltes et de l'Oblast' de Kaliningrad...

CONCLUSIONS

Kaliningrad représente pour la Russie un atout économique important, conjugué à une zone à l'intérêt stratégique renouvelé. Cette place forte, malgré la déliquescence des moyens militaires et particulièrement terrestres qui y sont déployés, reste un poids lourd militaire régional.

Laissé pratiquement à l'abandon par le pouvoir russe, Kaliningrad a sombré dans la pauvreté et les trafics en tous genres. Les autorités russes espèrent que les aides financières et des investissements européennes permettront de tirer de la région de cette mauvaise situation. Kaliningrad ne doit pas être une impasse en Europe, mais un pont rapprochant la Russie et l'UE.

La situation de l'enclave est de plus en plus préoccupante. La désastreuse situation économique, sociale et sanitaire dans l'enclave, sans oublier la dramatique dégradation de l'écosystème de la zone balte, sont des motifs potentiels de préoccupation et ils attirent l'attention des acteurs de la zone.

La spécificité géographique de l'enclave et son potentiel humain suscitent beaucoup d'intérêt dans l'UE. Le rôle à jouer pour Kaliningrad dans les relations de la Russie avec le reste de l'Europe peut être celui d'une interface dans tous les domaines (commerciale, économique, culturelle et politique). Les propositions européennes ne manquent pas ; les autorités russes doivent les écouter et commencer un développement durable et solide de la région.

Les initiatives pour le développement doivent venir de l'ensemble des parties en présence avec une part prééminente des deux principaux acteurs : l'UE et la Russie. La disparition en tant que zone de tension récurrente est de plus en plus réclamée par tous les protagonistes de la région qui ont tous assimilé que seul la stabilité et la sécurité de l'espace baltique pouvaient garantir le développement de la région.

La région représente aussi la présence russe en Baltique. Cette présence reste non contestée, cependant les craintes de Moscou concernant les risques de fractures européennes en rapport avec l'élargissement de l'OTAN sont le principal problème des relations entre la Russie et l'Occident.

Le risque majeur qui pourrait contrarier l'évolution favorable de la zone est celui des crispations qui résulteraient d'un élargissement trop rapide de l'OTAN vers les Pays baltes. Cette menace semble être la principale qui puisse remettre en cause les progrès obtenus ou en vue pour Kaliningrad.

Les Européens ont tout intérêt à privilégier une politique de prévention.. La Russie, ne semble avoir ni la possibilité ni la volonté de remettre en cause la situation actuelle. Les autorités russes ont tout intérêt à coopérer avec l'UE pour redresser son économie. Enfin les organisations sécuritaires régionales sous l'égide notamment de l'OSCE, même si leurs actions gagneraient à être mieux coordonnées, accomplissent une œuvre de prévention efficace parmi ces peuples traditionnellement bien disposés à se concerter et à coopérer.

ANNEXE 1

KALININGRAD :DONNEES PRELIMINAIRES

Situation et Géographie

Kaliningrad est située au sud-est de la Baltique. Cette région a 15.100 km² (la moitié de la Belgique) . Il est bordée à l'ouest par deux cordons littoraux qui délimitent deux grandes lagunes ouvertes sur la mer par d'étroits passages. Celle du nord est traversée par la frontière avec la Lituanie . La lagune sud est partagée avec la Pologne. Elle donne sur la Baltique à Baltiisk et reçoit le fleuve Pregolia au nord-est, non loin de Kaliningrad. Ces deux étendues d'eau sont peu profondes (moins de 6 m). Cette région de faible altitude (242 m maximum) présente un paysage de pinèdes et d'étangs, de tourbières et de dunes.

L'oblast est séparé de la Lituanie par les 200 km du cours inférieur du Niémen, sur lequel se situe la ville de Sovetsk . Au sud, la frontière avec la Pologne est une ligne Est-Ouest de 210 km. Deux villes se situent sur cette limite : Bagrationiovsk et Mamonovo . La ville de Kaliningrad est à plus de 1000 Km de Moscou et l'oblast est séparé d'au moins 360 km du corps de la Fédération. Enfin, moins de 100 km isolent l'enclave du Bélarus .

Population

La population en 2.000 était d'environ 951.000 habitants (80% en milieu urbain). La densité de population est de 63 habitants/km² . Kaliningrad compte près de 420.000 habitants.

L'origine de ces 951.000 habitants est :

78,5% sont d'origine russe,

8,5% biélorusse,
7,2% ukrainienne,
2,1% lituanienne,
0,8% allemande
2,5% d'origines diverses.

Il est relativement malaisé d'estimer la part de la population allemande et dans cette frange celle originaire de l'oblast ou en provenance d'autres régions russes. Il semble que, depuis 1991, la population allemande n'ait jamais dépassé les 7000 personnes malgré divers flux annoncés.

Histoire

Quand on parle de l'histoire de Kaliningrad on doit parler de L'Ordre Teutonique et la Hanse (1256-1701), de la Prusse (1701-1871), les Reich et l'URSS.

L'Ordre Teutonique et la Hanse (1256-1701)

En XI^{ème} siècle, les Teutoniques sont solidement implantés sur les rives de la Pregel où ils fondent une forteresse nommée Königsberg. La région fut administrée par l'ordre de manière quasi autonome jusqu'en 1466. Si à partir de cette date, Königsberg était vassale de la Pologne, la culture germanique régnait dans cet îlot et se maintiendra jusqu'en 1946.

En parallèle à son statut de place teutonique, la ville était devenue membre de la Hanse dès 1340. A son apogée, la Hanse comptait près de 200 villes et s'étendait de Bergen à Bruges et de Londres à Narva. Elle imposait son monopole économique et commercial sur tout l'espace baltique. Les Grandes Découvertes et le déplacement des pôles commerciaux vers le sud-ouest amorcèrent le déclin de la Hanse qui fut achevé par la guerre de Trente Ans.

La Prusse (1701-1871)

L'événement marquant qui débute l'ère prussienne fut le couronnement à Königsberg de Frédéric III, reconnu par l'Empereur « Roi en Prusse » en janvier 1701. Une période faste s'ensuivit alors, tant sur le plan culturel, rappelons qu'Emmanuel Kant naquit et enseigna à Königsberg, que sur les plans économique et administratif avec un développement sans précédent du centralisme orchestré depuis Postdam par Frédéric II. Cependant, durant la guerre de Sept Ans (1756-1763), Frédéric II dut abandonner la Prusse Orientale à la Russie de la tsarine Elisabeth de 1758 à 1762. Ce fut la première période russe de Königsberg et les Russes la garderont en mémoire. Le territoire fut rétrocédé à la mort de la tsarine en 1762. La perte de la Prusse orientale pendant quatre ans fut néanmoins compensée dès 1772 par le démantèlement de la Pologne qui permit pour la première fois la réunion de tous les Prussiens dans un territoire d'un seul tenant.

Les Reich

L'Allemagne, avec les Prussiennes, connut un développement industriel et économique remarquable à la fin du XIX^{ème} siècle.

Le premier conflit mondial, s'il n'affecta pas l'intégrité de Königsberg, fut lourd de conséquences pour la Prusse orientale et la Pologne. Dans les quatorze points du discours de Woodrow Wilson du 08 janvier 1918, la création d'une Pologne libre, indépendante et disposant d'un accès à la mer était posée en préalable à la stabilité en Europe. Le port de Gdynia fut donc octroyé par les vainqueurs à une Pologne renaissante, recréant ainsi un corridor qui englobait Danzig. Par le traité de Versailles de 1919, la Prusse orientale était de nouveau coupée de l'Allemagne. L'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler et ses prétentions expansionnistes allaient précipiter Königsberg et toute l'Europe dans le chaos.

La seconde guerre mondiale épargna Königsberg jusqu'au 1944. En septembre, 250.000 Soviétiques, face aux 35.000 hommes de la Wehrmacht qui défendaient la Prusse Orientale, atteignirent la frontière. L'offensive débuta le mois de janvier 1945. Hitler avait décidé que Königsberg ne serait pas évacuée. Les combats dureront jusqu'au 06 avril. Après la guerre, on estima le nombre de morts en Prusse orientale pendant la guerre à 489.400.

En juillet 1946, la ville changea son nom en Kaliningrad en hommage à Mikhaïl Kalinin, pôle membre du Parti communiste et président du Soviet Suprême de 1936 à 1946.

Staline obtenait ainsi une plate-forme aéronavale sur la Baltique et un point de surveillance sur les membres du bloc soviétique jugés turbulents (Pologne et les pays baltes).

La région entamait quarante-cinq années d'administration soviétique sous la forme d'une zone à vocation militaire étroitement surveillée.

L'effondrement soviétique

Le démantèlement du Pacte de Varsovie et l'émergence des NEI amena une désatellisation militaire qui, par suite d'accords bilatéraux dès 1990, se traduisit par un retrait des troupes soviétiques. Une partie des effectifs présents en RDA et en Pologne et la plupart de ceux stationnés dans les pays Baltes furent orientés vers Kaliningrad et Saint Petersburg. Au plus fort du mouvement, une estimation du nombre de rapatriés donnait le chiffre de 100.000 personnes en plus des effectifs normalement en poste dans l'oblast soit un doublement du total..

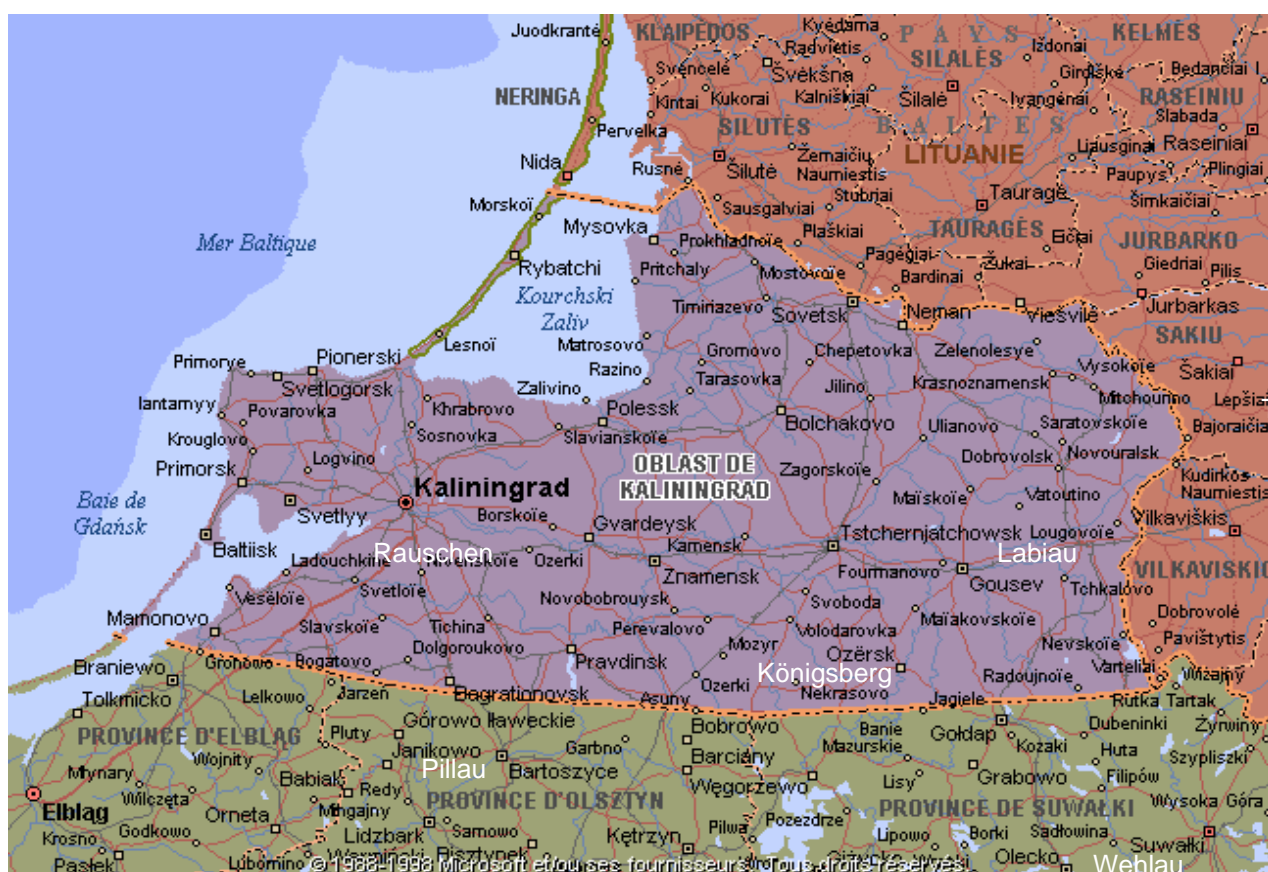
ANNEXE 2

Carte n° 1
Kaliningrad – Géographie physique



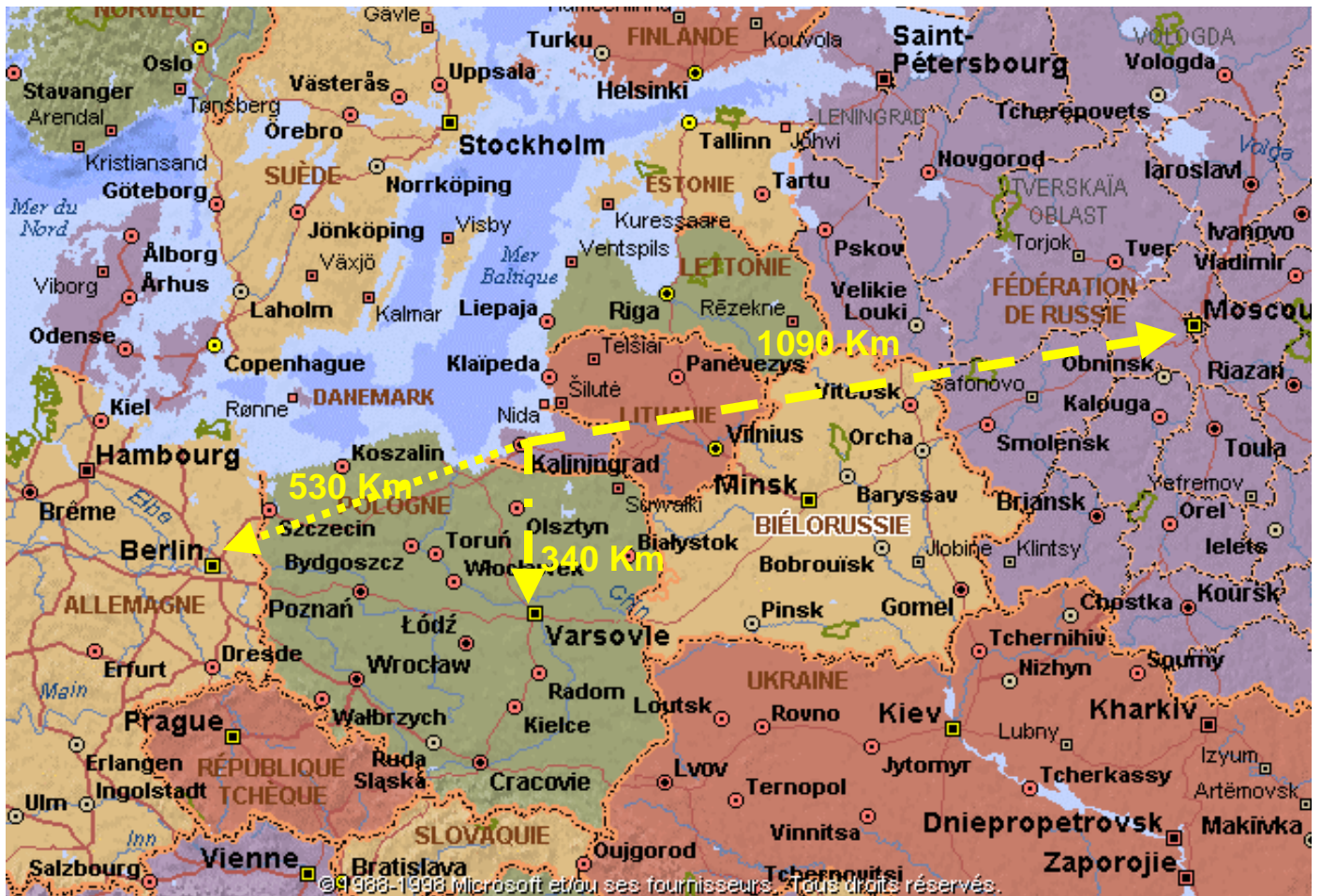
Carte n° 2

Oblast de Kaliningrad – Géographie politique - voisinage



Carte n° 3

Oblast de Kaliningrad – Géographie politique – Distances



Bibliographie

Documents primaires

«Concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie », Décret présidentiel n°24, 10 janvier 2000.

«Doctrines militaires de la Fédération de Russie », *Nezavisimaya Gazeta*, 22 avril 2000.

« L'UE et Kaliningrad », Communication de la Commission au Conseil .Commission des Communautés Européennes. 17 janvier 2001.

Ouvrages

CASTEL Viviane du, *De Königsberg à Kaliningrad : l'Europe face à un nouveau département d'outre-terre russe sur la Baltique*, Paris, L'Harmattan, 1996.

BOYER Yves, FACON Isabelle (Dir.), *La politique de sécurité de la Russie. Entre continuité et rupture*. Paris, Ellipses, 2000 .

SAMSON Ivan (Ed.), *Kaliningrad Region : The Diagnosis of a Crisis*, Tome I, Grenoble, Kaliningrad, Moscou, UPMF,1998.

RAUX Jean, KOROVKINE Vladimir. *Le partenariat entre l'Union européenne et la Fédération de Russie*. Paris, Apogée, 1998.

Périodiques et rapports

BLAGNYS G. , « European expansion offers hope to Kaliningrad », *Asia Times*, January 27, 2001

BLAGOVOLINE Sergei, « La Russie et la sécurité européenne », *La revue internationale et stratégique* », n° 38 été 2000.

CASTEL Viviane du, « Kaliningrad et son environnement », *Défense Nationale*, n°4, avril 2000.

CORDONNIER Christophe, « La Russie et l'Europe : de la frustration à l'espoir ? », *Revue française de géoéconomie*, n° 13, Printemps 2000.

DUBIEN Arnaud, « Russie – CEI : une hégémonie contestée », *La revue internationale et stratégique* », n° 38 été 2000.

FACON Isabelle, « La nouvelle doctrine militaire russe et l'avenir des relations entre la Russie et l'occident ». *Annuaire Français des relations internationales*. Bruylant. 2002.

KIPP, Jacob, « Russia's Northwest Strategic Direction », *Military Review*, July-August 1999.

KNUDSEN O.L., « La sécurité coopérative dans la région de la mer Baltique », *Les cahiers de Chaillot*, Paris, novembre 1998.

LAMANDE, Vincent, « Kaliningrad : l'enclave russe de l'espace baltique », *Revue française de Géoéconomie*, n°11, automne 1999.

MAIN, Steven, « Instability in the Baltic Region » Conflict Studies Research Center, S 37, UK Ministry of Defense, 1998.

MOSHES Arkady, « EU Enlargement in the Baltic Sea Region and Russia : Obvious Problems, Unclear Solutions », *Ponards Policy Memo 171, Institute of Europe*, octobre 2000.

OSTROWSKI Marek, « Attention à la Russie affaibli », *Courrier International, Polytica*, 25 mars 1999.

ROMPKEY William, « Kaliningrad : source de tension ou de coopération ? », *Rapport intérimaire de la sous-commission sur les questions de sécurité nordique de la commission de la défense et de la sécurité de l'assemblée parlementaire de l'OTAN*, mars 1999.

SAMSON Ivan, LAMANDE Vincent, « The European Union and the Future of Kaliningrad » *Cahiers de l'Espace Europe*, n°13, mai 1999.

SERGOUNIN Alexander, « Russia and the European Union : The Case of Kaliningrad », *Ponars Policy Memo 172, Nizhny Novgorod Linguistic University*, octobre 2000.

Articles de presse

Quotidiens utilisés dans le cadre de la rédaction du mémoire

Asia Times

Financial Times

Le Figaro

Le Monde

Nezavissimaïa Gazeta

Polityka

Sources internet

Arms Control Today, <http://armscontrol.org>

Center for International and Strategic Studies, <http://www.csis.org>

Foreign Military Studies Office, <http://www.fas.org>

Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union de l'Europe Occidentale, <http://www.weu.int>

Le Monde interactif, <http://www.lemonde.fr>

Le Monde diplomatique, <http://www.monde-diplomatique.fr>

Ministère Russe des Affaires étrangères, <http://www.mid.ru>

NATO Parliamentary Assembly, <http://www.naa.be>

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
Premier Partie: L'actualité de Kaliningrad.	2
<u>1.1. De Königsberg à Kaliningrad.</u>	2
<u>1.2. La situation militaire de Kaliningrad.</u>	3
<u>1.3. Le présent de Kaliningrad.</u>	5
1.3.1. Une économie convalescente.	5
<u>1.4. La société actuelle à Kaliningrad.</u>	10
<u>1.5. Kaliningrad et la Russie</u>	11
1.5.1. Le statut juridique de Kaliningrad.	11
1.5.2. Des relations pendulaires avec la mère patrie.	12
1.5.3. La nouvelle donné politique.	13
1.5.4. Kaliningrad dans le concept de défense russe.	14
Deuxième Partie: Le rôle des acteurs extérieurs face à l'enclave.	16
<u>2.1. Les intérêts des états acteurs dans la zone.</u>	16
2.1.1. La Russie	16
2.1.2. Les Etats Baltes.	19
2.1.3. Les Etats de IUE.	22
<u>2.2. Les organisations européennes et mondiales impliquées.</u>	23
2.2.1. L'OTAN.	24
2.2.2. L'Union Européenne.	25
2.2.3. L'OSCE.	27
2.2.4. L'ONU	28
CONCLUSION	30
ANNEXES	
Annexe 1 : Données Préliminaires	32
Annexe 2 : Cartes de Kaliningrad	36
Carte n° 1 : Géographie physique	36
Carte n° 2 : Géographie politique – voisinage	37
Carte n° 3 : Géographie politique – Distances	38